



## COMMISSION NATIONALE DE DISCIPLINE DE PREMIÈRE INSTANCE

DÉCISION DU 3 DÉCEMBRE 2025

### RÉSUMÉ

Le 3 décembre 2025, la Commission nationale de discipline de première instance de la Fédération française de ski s'est réunie pour examiner le dossier de la procédure disciplinaire engagée à l'encontre de Monsieur A., moniteur ESF et entraîneur, pour violation de l'éthique et de la déontologie sportive, délibérer et décider.

Cela fait suite à l'ouverture d'une procédure disciplinaire par le président de la FFS le 2 octobre 2025, avec suspension conservatoire, suite au réexamen d'un signalement reçu par la fédération en octobre 2021.

L'intégralité de l'audience s'est déroulée à huis-clos, au regard du jeune âge de la victime déclarée, du respect de la vie privée de celle-ci et également de la préservation de l'ordre public et de la sérénité des débats.

Après avoir pris en considération l'ensemble des éléments du dossier et notamment que :

- Selon le signalement, la victime déclarée aurait indiqué à une tierce personne qu'il y aurait eu « *des actes sexuels* » entre elle et son entraîneur ;
- Monsieur A conteste l'intégralité des faits qui lui sont reprochés, niant tout contact intime avec la victime déclarée ;
- Il n'existe aucun témoin direct des faits reprochés à Monsieur A ; que les seuls témoignages rapportent des paroles de la victime déclarée sans faits précis et qu'il n'existe aucun élément matériel ;
- La victime déclarée n'a voulu faire aucune déclaration à la Fédération Française de Ski et a refusé de comparaître à l'audience disciplinaire ;
- Un certain nombre de témoins n'ont pas répondu aux sollicitations de la personne en charge de l'instruction et/ou de la commission disciplinaire de première instance ;
- Aucune mesure administrative n'a été prise par la Préfecture à l'encontre de Monsieur A ;
- Une enquête pénale est en cours auprès du parquet d'Albertville.

**La commission nationale de discipline de la FFS a considéré que nonobstant l'étendue des mesures d'instruction disciplinaire, elle n'a pas d'éléments suffisants pour statuer en l'état ; elle a donc prononcé un sursis à statuer dans l'attente de l'issue de l'action pénale ou de la déclaration de la victime déclarée.**

En application de l'article 12 du règlement disciplinaire de la FFS, la mesure conservatoire prononcée le 2 octobre 2025 à l'occasion de l'engagement de la procédure disciplinaire, a pris fin avec cette décision, soit le 4 décembre 2025.

En application de l'article 24 du règlement disciplinaire, la commission nationale de discipline a ordonné la publication, de manière anonyme, d'un résumé de la présente décision sur le site internet fédéral, après notification et épuisement des voies de recours internes à la fédération.